

**CLAIRE MÉDARD**

ÉLUS, MILICIENS ET PROPHÈTES.

VIOLENCES AU MONT ELGON (2006-2008)

À LA FRONTIÈRE DU KENYA ET DE L'UGANDA, SUR LE TERRAIN MONTAGNEUX DU MONT ELGON, UNE MILICE S'OPPOSE PAR LES ARMES À L'ÉTAT DEPUIS 2006, AUTOUR DE QUESTIONS FONCIÈRES. ELLE EN EST SORTIE MILITAIREMENT VICTORIEUSE À PARTIR DE NOVEMBRE 2007 ET SON LEADER PRÉSUMÉ A ÉTÉ ÉLU AU PARLEMENT EN DÉCEMBRE 2007, POUR LE COMPTE DU PARTI D'OPPOSITION ORANGE DEMOCRATIC MOUVEMENT (ODM). CET ARTICLE VISE À ÉCLAIRER LA CRISE ACTUELLE AU KENYA, EN DÉCRYPTANT LES ANCRAGES LOCAUX DE LA LÉGITIMITÉ D'UN ÉTAT ET DE SA CONTESTATION. LA DIMENSION ETHNIQUE DE LA COMPÉTITION POLITIQUE DANS LE PAYS EST ABORDÉE PAR CE BIAIS.

Au mont Elgon, à la frontière du Kenya et de l'Ouganda, la chronologie des violences est en décalage par rapport au déferlement des violences postélectorales au Kenya¹. La campagne électorale y a été particulièrement brutale. Il y aurait eu, entre septembre 2006 et janvier 2008, 600 morts et 50 000 déplacés². À l'origine du conflit, le domaine de Chebyuk, une zone de 10 km² de terres gagnées sur la forêt et transformées par l'État à partir des années 1970 en un front de colonisation agricole au profit des populations de langue kalenjin du mont Elgon qu'il est d'usage de regrouper sous l'appellation Sabaot. L'invention de l'ethnonyme Kalenjin précède d'une dizaine d'années l'apparition du terme Sabaot, au milieu des années 1950³. Le succès qu'il a connu se comprend par rapport à l'affirmation territoriale, à la fois foncière et administrative, de cette minorité. La rivalité avec les voisins Bukusu, apparentés aux Luhya, plus importants numériquement, s'est traduite par des tensions interethniques et a abouti à la création d'une circonscription électorale sabaot (Elgon) dès 1963 et d'un district sabaot (Mount Elgon) en 1993, qui coïncident. Le district rassemble la communauté bok de Cheptais, à l'ouest, les Kony de Kapsokwony, à l'est, et la communauté de Chepkitale sur les

hauteurs du mont Elgon, à l'origine de la revendication ndorobo. En outre, il faut compter au nombre des Sabaot les Bongomek originaires de la région de Bungoma, située au sud, et les Sabiny (ou Sebei) originaires du versant nord du mont Elgon, en Ouganda.

Dès la fin des années 1980, des lignes de fractures dans le front uni des Sabaot apparaissent au grand jour, avec la dissidence d'un groupe qui se présente comme ndorobo ou encore ogiek, choisissant ainsi de se démarquer et de se présenter comme chasseurs-cueilleurs. Tout comme l'ethnicité kalenjin unitaire, défendue par le président Moi, a été dénoncée par certains dirigeants sabaot, les défenseurs de l'ethnicité ndorobo ont affirmé que le terme sabaot servait, en premier lieu, les intérêts des accapareurs de terre, « des mangeurs de terre ». Le rôle politique de premier plan des différentes micro-ethnicités sabaot, y compris des Ndorobo, est devenu manifeste dans le conflit foncier qui les déchire à Chebyuk. Si le conflit actuel marque la fin du consensus autour de l'ethnicité sabaot, la Sabaot Land Defence Force (SLDF), une milice qui s'est formée à partir de juin 2006 dans le secteur, a en revanche choisi ce terme pour se désigner : ainsi déclarer un front uni sabaot profite encore à certains. Terre promise, devenue maudite, Chebyuk a provoqué l'implosion de cette alliance élargie formée autour d'une ethnicité sabaot, même si ce niveau de mobilisation ethnique ne disparaît pas pour autant. Loin de mettre fin aux catégorisations ethniques, le conflit témoigne du succès renouvelé d'une ethnicité de plus en plus exclusive.

Le conflit étudié ici se situe dans l'engrenage d'une ethnicisation de la violence. Au mont Elgon, les acteurs finissent donc par se ranger dans les catégories bok, ndorobo, etc. Ceux qui refusent d'entrer dans cette logique, généralement les modérés, sont éliminés ou forcés de fuir. Le registre de l'ethnicité est utilisé par différents acteurs pour mobiliser des soutiens. En témoignent les déclarations des dirigeants kalenjin depuis l'indépendance qui soutiennent que les Kalenjin, minorité opprimée, ont un droit historique sur la province de la Rift Valley, ou encore celles des dirigeants sabaot qui affirment que les Sabaot, opprimés au sein de la minorité kalenjin, ont un droit ancestral sur la région du mont Elgon... Les « droits historiques » ainsi

1. Je tiens à remercier toutes les personnes qui, par leur persévérance, m'ont aidée à donner forme à ce texte, et en particulier Hélène Charton. Cet article est issu d'un travail d'enquêtes mené entre novembre 2004 et mai 2007 dans la région du mont Elgon (Kenya-Ouganda).

2. En règle générale, le nombre de morts n'a pas été correctement documenté. La population de la zone la plus touchée, Chebyuk, s'élevait au début du conflit à 35 000 personnes selon une estimation établie par Valérie Golaz, de l'Institut national d'études démographiques (Ined), en 2007 (communication personnelle).



revendiqués masquent la dimension stratégique de ces affirmations identitaires, qui doivent se comprendre dans le cadre des compétitions qui se nouent autour de l'État, et qui s'articulent entre elles, de haut en bas, des luttes électorales aux conflits fonciers. La mobilisation autour de l'ethnicité est indissociable du fonctionnement de l'État et en particulier du système politique néopatrimonial⁴. Nous retracerons les étapes du peuplement de Chebyuk, puis nous évoquerons la crise politique et enfin le tournant milicien.

CHEBYUK : UN FRONT DE PEUPEMENT DIRIGÉ

L'État est au cœur d'un processus qui a abouti au défrichement d'une vaste zone forestière située sur le versant sud du mont Elgon. C'est à ce titre que Chebyuk constitue un front de colonisation agricole dirigé. Depuis sa création, en 1971, les allocations de terres et l'accès aux ressources forestières sont gérés sur un mode néopatrimonial, ce qui autorise une corruption institutionnalisée et permet de créer des clientèles politiques, généralement sur une base ethnique. Le concept d'État néopatrimonial permet ici de désigner la manière dont des formes de pouvoir personnel se greffent sur un pouvoir institutionnel, d'où la confusion des sphères du public et du privé. La crise foncière et les violences qui en découlent plongent leurs racines dans ce système de régulation néopatrimoniale et dans les pratiques autoritaires associées, illustrées par les mesures de contrôle territorial, mille fois répétées, localement à Chebyuk et aux abords des réserves naturelles.

Le défrichement et le peuplement de la zone de Chebyuk sont indissociables de l'histoire politique de la circonscription électorale d'Elgon. Elle a été créée en 1963, au bénéfice du parlementaire Daniel Moss, l'un des rares Kalenjin à avoir compté parmi les partisans de la première heure de la Kenya African National Union (Kanu) de Kenyatta. Le soutien de Moss à la Kanu s'explique par le fait que les Bukusu, rivaux des Sabaot avec lesquels ils étaient pourtant regroupés administrativement à l'époque, soutenaient la Kenya African Democratic Union (Kadu). Les règnes de Kenyatta sur le Kenya et de Moss sur la circonscription électorale d'Elgon ont coïncidé (1963-1978). Moss appartenait à la communauté bok (la plus nombreuse), comme d'ailleurs les autres députés qui lui ont succédé pour la circonscription d'Elgon : Wilberforce Kisiero (1979-1992), John Serut (1998-2007) et Fred Kapondi (depuis 2007), à la seule exception de Joseph Kimkung (1992-1998) – un proche de Gideon Moi, le fils du président Moi –, qui appartient au sous-groupe Kony. Ces différents règnes ont eu un impact localement au mont Elgon par le biais du renouvellement de clientèles politiques, des distributions et redistributions foncières. Avec les années, le peuplement de Chebyuk est devenu plus complexe et les droits

sur la terre plus disputés⁵. Il convient de distinguer deux périodes de peuplement : une première phase qui va de 1971 à 1989, date de la réforme foncière mise en place par l'administration Moi, et une seconde phase entre 1989 et 2006. La crise qui sévit depuis 2006 a entraîné une vague de dépeuplement.

Première installation

Le transfert des habitants des landes d'altitude de Chepkitale à Chebyuk est le produit d'une double rationalisation administrative : créer une unité territoriale sabaot et séparer les hommes des forêts et parcs protégés du mont Elgon. La transformation de celui-ci en de vastes espaces naturels a débuté sous la colonisation avec la délimitation de la réserve forestière à la fin des années 1920, suivie par la création, à l'Est, d'un parc national entre 1948 et 1968 et enfin, en 2000, d'une réserve dans les landes d'altitude de Chepkitale sous la responsabilité des autorités locales du district du mont Elgon.

Durant la première période de peuplement, environ un millier de familles se sont installées officiellement sur environ 4 km² de terres. Dès le milieu des années 1970, une zone bien plus vaste était pourtant en voie de défrichement. À l'origine, le changement de statut officiel des terres forestières autorisant l'installation de paysans concernait uniquement la zone située autour du village de Chebyuk, premier établissement qui a donné son nom à l'ensemble du domaine défriché, situé dans le quart nord-est de la zone défrichée, et du village d'Emia dans le quart sud-ouest. Les sections voisines de Kopsiro (quart sud-est) et de Chepkurkur (quart nord-ouest), pourtant protégées, ont été défrichées par étape, avec la connivence de l'administration et du département des Forêts, sans perdre pour autant leur statut de terres forestières. C'est l'ensemble de cette zone défrichée qui est aujourd'hui couramment appelée, par extension, Chebyuk. Par rapport au périmètre initial, la superficie cultivée avait probablement déjà doublé à la veille de la réforme de 1989.

Il convient de noter la grande diversité des statuts des occupants de la terre à Chebyuk. Les uns figurent sur les listes originelles des bénéficiaires du programme de distribution de terre, mais les autres non. Durant la première période, la répartition des terres a été assez inégalitaire (d'une acre à plus

3. G. Lynch, « Negotiating ethnicity : identity politics in contemporary Kenya », *Review of African Political Economy*, vol. 33, n° 107, 2006, p. 49-65.

4. J.-F. Médard, « La crise de l'État néopatrimonial et l'évolution de la corruption en Afrique subsaharienne », *Mondes en Développement*, vol. 26, n° 102, 1998, p. 1-13 ; D. Bourmaud, *Histoire politique du Kenya. État et pouvoir local*, Paris, Karthala, 1988.

5. S. Ghezali, *Histoire contemporaine d'une communauté rurale du Kenya. Les Sabaot de Chepyuk (mont Elgon) de 1930 à nos jours*, mémoire de maîtrise, Université Paris 1, 2005.



de 50 acres – une acre représentant 0,4 hectare). Les premiers arrivants sur le domaine de Chebyuk étaient soit originaires de Chepkitala, en haut de la montagne (ce sont eux qui sont aujourd'hui appelés Ndorobo), soit des régions situées en contrebas de la réserve forestière (Bok, Kony, Bongomek et Sabiny, regroupés sous le nom de Soy). Ces différentes communautés étaient alors très liées, et ces liens se sont renouvelés durant les années 1970 par des alliances au cours de la mise en valeur de cette zone forestière⁶. Bien que loties et appropriées individuellement, les terres ont conservé leur statut de terres gouvernementales. Toute légalisation des transactions foncières a été rendue impossible dans l'ensemble de la zone défrichée de Chebyuk en raison de l'absence de registre d'immatriculation des terres, alors qu'au même moment, des titres de propriétés étaient délivrés dans des zones limitrophes, dont le statut foncier différait. Ces parcelles ont pourtant fait l'objet de transactions, elles ont été vendues, échangées contre du travail. Ces contrats étaient reconnus localement même s'ils n'étaient pas officiels. Le défrichement de ces parcelles forestières a suscité un gros appel de main-d'œuvre. Parmi les Soy qui se sont implantés, les Bok, groupe d'appartenance du parlementaire Daniel Moss, ont été nombreux. La création de Chebyuk et cette première phase de peuplement ont permis de renforcer le soutien de ce député dans la circonscription d'Elgon.

Après Daniel Moss, Wilberforce Kisiero a accédé au pouvoir en 1979 et également cherché à imprimer sa marque sur le peuplement de Chebyuk. À la fin des années 1980, à l'époque où ont été envisagées la légalisation de l'occupation de la terre par l'immatriculation et l'allocation de nouvelles terres aux demandeurs (les nouvelles générations ndorobo ou les personnes évincées des autres zones de réserve forestière du mont Elgon), une nouvelle opportunité s'est présentée pour accaparer la terre⁷. Celle-ci aurait profité moins aux groupes minoritaires, aux pauvres et aux personnes sans terre qu'aux clients du parlementaire Wilberforce Kisiero – même si le parlementaire s'en est défendu – et à des individus liés à l'appareil d'État. Contre toute attente, le pouvoir central, aux mains du président Moi pour qui Kisiero était désormais en disgrâce, a alors décidé de réagir contre la corruption. Le processus en cours a été stoppé et une réforme foncière radicale annoncée. Introduite en 1989, elle a consacré la disgrâce politique du parlementaire local qui a perdu son siège aux élections suivantes, en 1992.

Réforme foncière

La réforme foncière réalisée sous le régime Moi a remis en question le *statu quo* et la répartition des terres existantes. Pour la mettre en œuvre, l'État a lancé des opérations de contrôle territorial et bousculé tous les résidents

de Chebyuk. Avec l'annulation des allocations de terres initiales, toutes les transactions foncières qui s'étaient greffées sur elles ont été effacées. Les empiétements sur le domaine forestier ont été combattus. L'État s'est efforcé de réintroduire des zones plantées d'arbres, mais a fini par y renoncer face à une contestation locale, et l'occupation de l'ensemble de la zone, au total environ 10 km², a été légalisée en 2000 et 2001⁶. Au cours de cette deuxième phase de peuplement de Chebyuk, l'administration a pris en main l'allocation des terres, en créant des lots de 5 acres (puis de 2,5 acres). Tous les habitants ont alors dû déménager sur les nouvelles parcelles qui leur ont été attribuées. De nouveaux arrivants se sont installés aux dépens des migrants qui les avaient précédés et qui avaient défriché la terre. Certains partisans de Moss et de Kisiero se sont retrouvés sans terres ou avec des parcelles plus réduites. Ce processus de redistribution foncière a été réalisé en trois phases. Les lettres d'offre de terre ont été distribuées à partir de 2002 pour les phases 1 et 2 et seulement en juin 2006 pour la phase 3. La parution de la dernière liste de bénéficiaires, en juin 2006, devait marquer la fin de cette étape du front de colonisation agricole dirigée : il a marqué, de fait, le début du conflit armé.

La fronde contre l'État est partie de la zone de Chepkurkur (qui correspond à la phase 3) dont l'histoire foncière, au sein de la zone de Chebyuk, est particulière. À Chepkurkur, suite à la réforme de 1989, les résidents qui s'étaient établis dans la réserve forestière, en majorité des Bok, ont été chassés. Ils en ont alors appelé directement au président Moi, au début des années 1990, et ont obtenu gain de cause : le Président a fini par agrandir le domaine de Chebyuk, en rognant à nouveau sur la réserve forestière, et a autorisé leur réinstallation à Chepkurkur, mais sans véritablement la rendre légale. Ce revirement administratif a ensuite laissé la voie libre à de nouvelles installations et cette décision a fini par profiter à d'autres. Un groupe bok rival, en provenance de Cheptais, est notamment parvenu à s'établir sur ces terres. Le soutien de ce groupe était acquis à John Serut (élu en 1998 puis réélu en 2002), qui en contrepartie, l'a protégé en retardant la mise en œuvre de la phase 3 de la réforme. Au cours du référendum sur la Constitution, en novembre 2005, Serut, qui soutenait le camp du président Kibaki, a été désavoué par ses clients, les « accapareurs de terre » (*land grabbers*) bok de Chepkurkur et ses plus

6. C. Médard, « "Indigenous" land claims in Kenya : a case-study of Chebyuk, Mount Elgon district », in W. Anseuw et C. Alden (dir.), *The Changing Politics of Land : Domestic Policies, Crisis Management and Regional Norms*, Pretoria, Human Science Research Council Press, à paraître en 2008.

7. C. Médard, « Ethnic politics, land and administration in Chebyuk (1971-2008). Mount Elgon, Kenya », *Journal of Eastern African Studies*, à paraître en 2008.

8. P. Ndungu, *Report of the Commissions of Inquiry into the Illegal/Irregular Allocation of Public Land*, Nairobi, Government Printer, 2004, p. 229.



proches alliés se sont retournés contre lui. Il n'était plus en effet en mesure de satisfaire leur soif inassouvie de terres. Pour tenter de renouveler son soutien localement, il a alors donné le feu vert à la poursuite de la réforme agraire à Chepkurkur : des parcelles de 2,5 acres ont été créées, ce qui a permis de doubler le nombre des bénéficiaires par rapport aux autres phases de Chebyuk. Pourtant les 1 732 parcelles créées n'ont pas suffi à répondre aux 7 500 demandes déposées en 2006.

Tous les dirigeants politiques ont dû jouer avec cet appétit local pour la terre. Lorsque la redistribution menée par l'État a pris fin en 2006, certains résidents de Chebyuk n'avaient pas reçu les terres espérées. Les 35 dernières années ont donné de bonnes raisons aux Sabaot de penser que l'État pouvait intervenir pour « régler » les problèmes fonciers. Dans leur déception, ils se sont reportés sur des rumeurs d'intervention de la Banque mondiale ou des Britanniques – autour de la question des réparations pour la spoliation du territoire sabaot durant la colonisation. Faute de pouvoir prétendre à des redistributions de terres, forcer à l'exil des populations ciblées, sur le modèle des conflits ethniques des années 1990, a fini par être considéré comme un moyen banal pour obtenir de la terre. La crise qui sévit au mont Elgon depuis 2006 est le fruit de ces manipulations foncières et politiques. L'administration n'a pas douté un instant qu'elle parviendrait à évincer les résidents au profit des bénéficiaires officiels de la terre – la création du Sabaot Land Defence Force, dont les personnes expropriées de Chepkurkur ont formé le noyau, au départ, prouve le contraire.

UNE CRISE POLITIQUE LOCALE

La crise politique à Chebyuk revêt une double dimension. Elle se caractérise à la fois par une crise de légitimité de l'État et par une dérive violente à connotation ethnique.

La délégitimation de l'État

Aujourd'hui, au-delà d'une crise d'autorité, le pouvoir, défié par les violences, connaît une véritable crise de légitimité. Les distributions de terres contrôlées par l'État ont été sans cesse détournées, contestées, annulées et recommencées depuis plus de 35 ans. En 2006, les premières cibles de la violence ont été les agents de l'État (*Assistant Chief, Chief, District Officer*) ou des individus associés (géomètre, personne ayant accompagné les géomètres, anciens du comité d'allocation de terres). Cette défiance vis-à-vis de l'administration territoriale se double d'une défiance contre les représentants élus (parlementaire ou conseillers locaux). La crise est aussi liée à une reprise en main par

l'administration, soutenue pour des raisons politiques par John Serut. Depuis la création de Chebyuk, l'État n'hésite pas à envoyer les forces de l'ordre sur les frontières du lotissement pour faire respecter la réserve forestière, sur les terres des habitants dont la propriété n'est pas ou plus reconnue. Ces opérations de contrôle territorial paraissent arbitraires, car l'État, dans sa pratique du pouvoir, semble pouvoir choisir d'appliquer les règles qu'il édicte ou non. Il s'agit là d'une pratique qui se rattache au fonctionnement néopatrimonial de l'État et qui contribue à le décrédibiliser. Un puissant peut déroger à une règle et celle-ci est appliquée seulement lorsque le pouvoir y trouve son compte. En conséquence, les règles ne sont pas les mêmes pour tous. Lorsqu'elles jouent en faveur des administrés, les régimes d'exception liés au pouvoir personnel d'un président, d'un membre du parlement, ne sont pas mal accueillis. Ainsi certains Sabaot se souviennent encore de Kenyatta et de Moss qui leur ont donné la terre de Chebyuk. Également source d'injustice, le fonctionnement néopatrimonial de l'État peut contribuer à la perte de légitimité d'un pouvoir. L'employé de l'administration des forêts qui subit des pressions et qui cède parfois à la tentation d'en profiter pour s'enrichir est pris dans cette logique, de même que le père de famille qui est prêt à corrompre une personnalité pour obtenir une parcelle de terre. Ces pratiques sont inégalitaires : si l'on ne connaît personne et si l'on n'a pas les moyens de corrompre, il n'existe aucun recours – et même en payant, on n'est pas assuré d'obtenir gain de cause.

À tous les échelons de l'administration, les agents de l'État utilisent leur position pour privilégier certaines personnes au détriment d'autres, au gré des influences politiques. Ils en profitent parfois également pour s'enrichir personnellement. En outre, lorsque l'élu parlementaire local est dans le camp du pouvoir, ce qui est le cas de John Serut depuis 2003, il peut jouer de son influence et compter sur l'appui de l'appareil administratif. La complicité entre l'administration et les élus, qui n'est pas toujours garantie, rend plus facile le détournement de l'appareil d'État : la terre peut être vendue au lieu d'être distribuée gratuitement, et allouée à d'autres personnes que celles officiellement concernées, les sans-terres. Ce phénomène est repérable aussi bien sous Kenyatta que sous Moi et Kibaki, même si, avec ce dernier, il semble qu'une volonté de changement a pu jouer et que les redistributions de terres ont moins souffert d'interférences politiques. Mais le président Kibaki est sans doute plus sensible aux doléances concernant la terre de ses clients et partisans kikuyu qu'aux protestations des Sabaot, également ses clients au travers de l'allégeance de Serut à son pouvoir. Ainsi, le fait que la quasi-totalité des parlementaires élus au mont Elgon ont été des Bok a joué en faveur de cette communauté dans l'attribution de terres, même s'il convient de souligner



l'existence, au sein même des Bok, de factions rivales et de clientèles politiques personnelles parfois instables. Avec la fermeture de ce front agricole, les hommes politiques du mont Elgon n'ont donc plus de terres à redistribuer pour fidéliser leurs clientèles. Mais le foncier reste au cœur de la mobilisation politique, et c'est sur ce thème que Fred Kapondi, de l'Orange Democratic Mouvement (ODM), a été élu aux législatives de 2007 contre John Serut du Party of National Unity (PNU), qui se représentait. L'alternance politique est donc directement liée à la crise foncière. Mais au-delà de la plateforme foncière, la victoire de l'ODM et de Kapondi s'explique également par les départs massifs et par le fait que le SLDF auquel il est associé a pris le contrôle du terrain : l'alternance a été davantage le fruit de la terreur que de la démocratie.

Bon nombre de responsables locaux s'accordent à dire aujourd'hui que si l'administration avait fait son travail, au début des années 1970, à l'époque où le peuplement se mettait en place, et avait fixé le cadre légal de la propriété foncière une bonne fois pour toutes, la situation serait bien différente aujourd'hui. Il est vrai qu'elle n'aurait pas eu à se soucier, en 1989, des enfants des primo-arrivants et, en 2007, de leurs petits-enfants. Dans des zones contiguës de Chebyuk, à la même époque, des titres de propriété individuels étaient attribués ; la propriété de la terre y est donc légalement reconnue et s'il peut y avoir des disputes à propos des héritages, le patrimoine au moins est incontesté. Certains habitants de longue date de Chebyuk soulignent quant à eux que la réforme introduite en 1989 est responsable de la crise, car l'administration n'a pas reconnu l'importance des liens sociaux qui s'étaient créés localement, malgré les inégalités, entre les Ndorobo venus d'en haut et les Soy venus d'en bas. Dans la mise en œuvre de ce programme de redistribution foncière, en brisant les liens sociaux créés par la mise en valeur commune de la terre, l'administration a encouragé l'autonomisation des identités ndorobo, bok et kony.

L'ethnicisation du conflit

Il convient de souligner que, si nous reprenons les catégories ethniques que les acteurs eux-mêmes utilisent pour décrire, voire expliquer, les violences et les antagonismes, nous souhaitons restituer ici leur dimension historique et envisager l'aspect stratégique de ces affirmations identitaires. À l'opposé d'une conception essentialiste de l'identité, reprise très souvent par les protagonistes ou les victimes d'un conflit, il s'agit de considérer ces catégories de façon dynamique. Une fois que se met en place une violence comprise comme ethnique, la peur, la nécessité de se protéger, de se défendre ou de rétablir l'ordre contribuent à figer des catégories ethniques et à renforcer (ou même à créer de toutes pièces) l'idée de cette appartenance ethnique.

Localement, au mont Elgon, les antagonismes, perçus en termes ethniques, s'emboîtent. Ils sont présentés dans une dynamique de conflits entre majorité et minorité (Bukusu/Sabaot ou Sabaot/Ndorobo, par exemple). Le conflit qui oppose le SLDF à l'État depuis 2006 prend une forme ethnique qui oppose principalement entre eux deux sous-groupes sabaot, les Bok et les Ndorobo. Il pourrait se combiner à un conflit entre Sabaot et Bukusu. Chaque niveau d'antagonisme peut être mobilisé isolément à un moment donné, et tous se font écho. À différentes échelles, des logiques similaires de polarisation politique sur un mode ethnique s'observent et semblent s'emboîter. L'affirmation identitaire kalenjin se comprend dans une rivalité avec les Luhya, les Kikuyu et les Kisii pour le partage des terres des anciens domaines fonciers européens et l'identité sabaot se construit dans une opposition aux Bukusu. Un cran plus bas, au sein même des Sabaot, des identités locales sont activées (ndorobo, bok), pour revendiquer un accès privilégié au domaine de Chebyuk. Ainsi, en rupture avec les autres populations de langue kalenjin du mont Elgon, les Kalenjin originaires de Chepkitale, en se définissant comme Ndorobo ou Ogiek (chasseurs cueilleurs), désignent les forêts et les landes du mont Elgon comme constitutives de leur territoire, plaçant à la fois la terre défrichée de Chebyuk et les landes d'altitude de Chepkitale dans leur domaine. À ce niveau, l'ethnicité sabaot et, par conséquent, l'ethnicité kalenjin qui l'englobe, perd son sens. En revanche l'ethnicité ogiek (du nom des chasseurs cueilleurs de langue kalenjin) peut prendre son essor, comme le soulignent les contacts politiques entre tous les Ogieks de la province de la vallée du Rift. Les rivalités sont bien décrites en des termes ethniques, mais les niveaux d'ethnicité mobilisés varient suivant les partis pris. Certains choisissent ainsi le terme Ndorobo ou Ogiek pour dire qu'ils ne sont pas Sabaot ou Kalenjin, et réduire ainsi la communauté de partage des ressources. Par réaction, certains choisissent d'insister à leur tour sur leur appartenance à une communauté infra sabaot (Bok, Kony, Bongomek, Sabinyi) tandis que d'autres continuent à se référer à une ethnicité sabaot englobante. Les termes de mosop et soy, qui se retrouvent ailleurs en pays de langue kalenjin, se réfèrent simplement au haut et au bas de la montagne et à leurs habitants, d'ailleurs fortement liés historiquement par des échanges. Dans ce contexte, ils sont parfois utilisés pour dénoncer la dérive ethnique et les divisions introduites mais aussi, de plus en plus, avec le conflit, ils s'apparentent à des ethnonymes, insistant sur une opposition binaire Ndorobo (Mosop) et non Ndorobo (Soy).

Suivant une rhétorique bien établie au Kenya (sur le modèle de l'idéologie *majimbo*), une minorité est en droit d'exiger une préférence régionale. Ainsi tout comme les Sabaot sont parvenus à se détacher administrativement des Bukusu, les Ndorobo, en leur sein, souhaiteraient se détacher du groupe.



La revendication ndorobo a reçu l'attention de Moi au moment où il a décidé d'introduire une réforme foncière à Chebyuk. Vives au moment de l'indépendance, les tensions entre Sabaot et Bukusu ont été réactivées durant les années 1990, au moment de la réintroduction du multipartisme, lorsque le président Moi cherchait à obtenir le soutien des ethnies dites « minoritaires », y compris les Kalenjin – et, en leur sein, les Sabaot et les Ogiek – pour se maintenir au pouvoir⁹. En 1993, la création du district du mont Elgon a entériné les opérations de nettoyage ethnique des années 1990 et l'expulsion des Bukusu qui sont parvenus malgré tout à se maintenir localement à Chesikaki. Cette manœuvre s'inscrivait dans une stratégie offensive mise en place, sous la présidence Moi, par des groupes considérés comme minoritaires au plan national (Kalenjin, Maasai, Mijikenda, entre autres) pour contrer les groupes dits majoritaires qui se sont déployés à travers le pays (Kikuyu, Luhya, Luo). L'idée sous-jacente est précisément que l'accès à la terre se définit territorialement au Kenya du fait du lien établi historiquement entre domaine foncier ethnique et unité administrative. Par extension, l'accès à toutes les ressources, y compris politiques, se définit territorialement. Cette idée, indéniablement façonnée sous la colonisation avec la création de districts ethniques, ainsi qu'une vie politique structurée à ce niveau-là durant les années 1950, a fait son chemin depuis l'indépendance. Certains idéologues sabaot proposent de résoudre les problèmes fonciers de leur communauté en chassant les Bukusu des terres qu'ils occupent dans les districts du mont Elgon, du Bungoma et du Trans Nzoia. Des attaques ciblées contre les Bukusu ont eu lieu au cours des derniers mois (deux attentats dans le Trans Nzoia en avril et mai 2007, et un nettoyage ethnique à Chesikaki, la première semaine de janvier 2008, avec respectivement 15 et 50 personnes tuées). Dans la crise qui oppose Bok et Ndorobo au mont Elgon depuis 2006, les principaux protagonistes sont deux dirigeants politiques – l'un, John Serut, cherche à rester au pouvoir, et l'autre, Fred Kapondi, à se faire élire. Tous deux sont bok. La rumeur veut que Kapondi ait contribué à l'armement de la SLDF, et que Serut ait choisi d'armer une milice ndorobo. La formation de ces milices ou le soutien politique que celles-ci obtiennent contribuent à l'ethnicisation du conflit. À un moment donné, les Ndorobo sont devenus la cible de violences redoublées de la part du SLDF car ils représentaient le pouvoir combattu du parlementaire local, allié aux forces de l'ordre. Au mont Elgon, la conception exclusive de l'ethnicité se décline à plusieurs niveaux dans un antagonisme entre Sabaot et Bukusu et dans un conflit entre Ndorobo et Sabaot.

À Chebyuk, l'arbitraire de l'État et l'usage de la force ont fini par dérapier et la violence vise désormais l'État lui-même. Au cours des années qui ont suivi l'indépendance, sans le proclamer haut et fort, l'État néopatrimonial a usé et

abusé du registre de l'ethnicité et les administrés ont investi ce même registre. Durant les années 1990, l'ethnisation de la violence porte la marque de l'État. Dans le droit fil de cette violence, revendications territoriales et ethniques se répondent et acquièrent une dynamique propre dans la sphère du politique avec, en particulier, la banalisation du recours aux milices par les politiciens de tous bords. Le recours à ces milices n'est pas nouveau au mont Elgon mais il revêt une envergure inédite dans cette déclaration de guerre à l'État lancée par le SLDF.

LE TOURNANT MILICIEN : LA CONSTRUCTION D'UN ORDRE NOUVEAU ?

Aux marges du Kenya et de l'Ouganda, le terrain escarpé du mont Elgon et ses forêts et parcs en principe inhabités se prêtent aux activités clandestines. Contrebande, vol de bétail, groupes armés : durant les décennies 1970-1990, la région s'est caractérisée par une assez forte insécurité. Si le mont Elgon est une zone de transit pour du bétail volé, certains raids sont attribués localement, suivant les époques, aux Bagisu et aux Sebei d'Ouganda (les Bukusu et les Sabinyi du Kenya) ou aux Ndorobo de Chepkitale. Les violences qui ont précédé la crise actuelle peuvent être décrites en des termes ethniques, mais les motivations économiques et politiques priment. Il est à présent avéré que des actes tels que le vol de bétail ou la contrebande sont parfois commandités par des politiciens et peuvent être décrits comme du banditisme politique. Ces pratiques ont pu échapper, à différentes époques, au contrôle de l'État. Une étape est franchie lorsqu'une motivation idéologique semble primer sur la motivation économique, comme c'est le cas à présent au mont Elgon, où le passage du vol au meurtre a été franchi, ce qui n'exclut en aucun cas le pillage.

Une première rupture dans la violence a été franchie à Chebyuk au milieu des années 1980. Depuis cette époque, on assiste donc à une radicalisation du mouvement de revendication pour la terre des Ndorobo, à Chebyuk et à Chepkitale. Le bien convoité n'est plus un bien meuble mais la terre. La violence est légitimée par un discours sur l'autochtonie des Ndorobo et la défense d'un territoire qui doit être compris par rapport à des enjeux locaux d'appropriation de terres. Ce discours sur l'autochtonie franchit un premier pas en direction d'une conception exclusive de l'ethnicité. Il est relayé sur un plan international par des sites Internet qui reprennent tel quel ce discours sans en comprendre les enjeux locaux¹⁰. Concrètement, ces revendications se traduisent par des attaques ciblées sur des exploitations agricoles à Chebyuk

9. C. Médard, « Les conflits "ethniques" au Kenya. Une question de votes ou de terres », *Afrique contemporaine*, n° 180, 1996, p. 62-74.

10. Voir, par exemple, <www.ogiek.org>.



menées par des miliciens ndorobo qui opèrent à partir de la forêt, et par des razzias de bétail. Ces attaques entraînent une insécurité qui a des conséquences sur les choix de résidence. Les Bok ou les Soy se sentent menacés dans certaines zones de Chebyuk et les Ndorobo dans d'autres. Et souvent, parmi les Ndorobo, ceux qui ne soutiennent pas les radicaux font les frais de la violence. En 2004, des centaines d'habitations ont été brûlées dans le lotissement.

L'apparition de la SLDF en 2006 a constitué une deuxième rupture : cette force s'oppose directement à l'État et ne se contente pas seulement de piller les populations. Les milices qui l'ont précédée, plus ou moins instrumentalisées par des forces politiques mineures, n'avaient pas eu la même envergure. Jusqu'à ce que Fred Kapondi se présente aux élections, on a même pu croire que la SLDF était plus qu'une milice, une véritable guérilla, dotée d'un projet politique alternatif. La résistance semble s'être durcie à partir de juin 2006, lorsque l'État a publié la liste définitive des bénéficiaires de la terre dans la phase 3 de Chebyuk, la dernière. La zone concernée, Chepkurkur, était déjà mise en valeur par des familles installées depuis plus de 10 ans et qui ont donc refusé de s'associer au projet de redistribution de « leurs terres ». C'est parmi elles qu'ont été recrutés les premiers miliciens de la SLDF. Pour contrer la SLDF, des politiciens rivaux ont été à l'origine de la formation de milices rivales (bok, ndorobo et tout dernièrement bukusu¹¹), d'où la recrudescence, localement, de l'insécurité et l'exode massif des populations. Tous les habitants de Chepkurkur ont été chassés, les uns par crainte de la SLDF, les autres par les forces de l'ordre, le General Service Unit (GSU). Ils se sont réfugiés ailleurs, principalement à Cheptais d'où ils sont originaires. De la zone de Chepkurkur, le conflit s'est ainsi étendu à Cheptais, puis à l'ensemble de la zone défrichée de Chebyuk dont le peuplement s'était stabilisé dans les phases 1 et 2 du lotissement agricole, pour finalement atteindre le reste du district du mont Elgon, avec des incursions jusqu'à Kapsokwony et Kaptama, à l'Est. Les réfugiés qui ont rejoint le district de Trans Nzoia ne s'y sentent pas non plus en sécurité, même dans la ville de Kitale, le chef-lieu.

Au mont Elgon, ce sont des idéologues ndorobo qui ont planté le germe du repli identitaire et d'une conception exclusive de l'ethnicité définie, à la fin des années 1980, comme un antagonisme entre Sabaot et Ndorobo. Sur un plan rhétorique, la SLDF n'insiste pas sur ce niveau d'antagonisme, même si dans les faits, les Ndorobo ont été la cible de violences en raison de leur revendication territoriale sur Chebyuk. La force est sabaot avant d'être bok. Sur un plan idéologique, la nouveauté de cette milice est de rejeter l'État.

Sur les versants sud du mont Elgon, la SLDF tente d'imposer un ordre nouveau sur un plan à la fois politique et moral. La dimension religieuse de ce conflit mérite d'être évoquée. Dans son cadre, les références religieuses à une tradition

prophétique locale se sont multipliées, au grand scandale d'anciens qui dénoncent l'imposture. Il s'agit, d'après eux, de faux prophètes, autoproclamés, et de rituels qui ne relèvent nullement de cet héritage. Il y a bien pourtant une tradition prophétique locale. Les rumeurs qui se rapportent à sa résurgence sont interprétées sans mal par toutes les communautés locales et contribuent à entretenir la peur. Selon l'un de ces bruits qui vise la SLDF, au début du conflit, une femme enceinte aurait été tuée, et son ventre ouvert pour déterminer l'avenir du combat ; selon le sexe de l'enfant porté, la guerre devait continuer ou prendre fin ; l'enfant étant un mâle, la guerre a continué. Les meurtres et les mutilations rituelles qui sont attribués à la SLDF, tous s'accordent à dire qu'ils n'ont rien de traditionnel – on lit le futur dans les entrailles d'une bête, pas dans celles d'un être humain. Les prophètes, qui sont censés prédire le futur et préparer à la guerre, sont extrêmement craints. Le nom d'un prophète politicien de la SLDF est mentionné : Fred Kiptum¹². La réputation de la famille de prophètes qui se trouve dans le camp ndorobo est davantage établie. Aux côtés des milices ndorobo, se trouve une famille de prophètes historiquement réputée, la famille Sangula, établie à Chepkitale. D'avril à juin 2007, au moment précis de l'alliance stratégique du député John Serut avec une milice ndorobo, Sangula a renforcé sa réputation de puissance alors que la SLDF se sentait menacée.

Jusqu'à leur installation à Chebyuk, les habitants de Chepkitale sont restés à l'écart des mouvements d'évangélisation chrétienne très présents au Kenya. Sans doute cela constitue l'une des explications de la vitalité de la tradition prophétique locale. Loin d'être déstabilisée, elle paraît confortée dans sa rencontre avec le prophétisme de la Bible. Depuis les années 1980 et jusqu'à la crise récente, Chebyuk est devenu le cœur d'une intense activité missionnaire. L'un des projets, en cours de réalisation, est la traduction de la Bible en langue sabaot, mené à bien par des comités d'anciens avec l'aide de linguistes. De nombreux éléments soulignent la dimension syncrétique du renouveau prophétique au mont Elgon dans le contexte de la crise actuelle. La SLDF reprend certains interdits qui proviennent des défenseurs des nouvelles religions. Les célébrations de circoncision, d'ordinaire bien arrosées, connaissent parfois la réprobation de la part de ces convertis. La condamnation de l'alcool semble avoir été reprise par la milice de la SLDF, au moment même où s'opérait progressivement un revirement de fortune pour les milices ndorobo, en novembre 2007, et où la SLDF a contrôlé effectivement Chebyuk et établi localement sa loi. On parle même d'un nouvel ordre moral où la consommation de boissons alcoolisées était limitée.

11. *Daily Nation* (Nairobi), 5 février 2008.

12. *Daily Nation*, 9 avril 2007.



La terreur associée à la SLDF est fondée sur la rumeur de ces pratiques religieuses néotraditionnelles de préparation au combat, comme c'est le cas d'autres mouvements dans la région (de la Lord's Resistance Army ougandaise aux Maï Maï du Congo démocratique). La référence à la Bible et à la Terre promise est prégnante : un verset qui exhorte les Israélites au combat est utilisé avant toute attaque. Si les rumeurs qui circulent au sujet de la SLDF sont difficiles à vérifier, la terreur qu'elle inspire est indéniable. Dès le début, elle a mis en place un système de taxation ; un temps, la taxe se payait en *airtime* (coupons de rechargement pour téléphone portable de 100, 200 ou 300 shillings kenyans). Incidemment, l'utilisation de téléphones portables souligne un niveau de coordination et un contrôle exercé sur les actions entreprises. Il permet d'étayer quelques hypothèses sur le degré de centralisation du mouvement. Face à une violence implacable, tous ceux qui le pouvaient ont fui, ce qui explique les difficultés croissantes rencontrées par la SLDF pour s'approvisionner et se financer début janvier 2008. En conséquence, elle mène des attaques pour piller les populations et voler les troupeaux dans une zone de plus en plus élargie. La population qui n'a pas fui pourrait être considérée comme complice de ces exactions, mais elle est en réalité prisonnière et victime de ces violences. La dimension prophétique du référent religieux des Sabaot est également mobilisée par les victimes du conflit pour l'expliquer : la terre de Chebyuk serait maudite.

Le conflit du mont Elgon est donc enraciné dans un terroir et une histoire très particuliers. Il partage néanmoins un certain nombre de traits communs avec d'autres conflits au Kenya : sur un plan politique, le néopatrimonialisme en crise et l'ethnisation, et sur un plan structurel, le problème démographique et l'accès à la terre. Le traitement de la crise par les forces de l'ordre et les pouvoirs locaux contribue à enraciner localement des divisions ethniques. La crise souligne en outre la recrudescence de l'identification à des catégories ethniques, à une autre échelle, et en aucun cas la disparition d'une approche de la compétition politique en termes d'appartenance ethnique. Aux mobilisations ethniques contre l'État répond l'instrumentalisation de l'ethnicité par l'État. Ce conflit donne un éclairage sur le fonctionnement néopatrimonial de l'État et sa perception. L'arbitraire de certaines mesures, l'autoritarisme qui se manifeste, en particulier, lorsqu'il ne reconnaît pas des droits localement établis, généralement avec sa complicité et, enfin, les inégalités et les injustices que sa partialité contribue à créer, semblent caractériser son pouvoir. Parallèlement, la légitimité de l'État, localement, est certainement liée à sa capacité à redistribuer des terres. Avec la fermeture d'un front agricole, les pratiques néopatrimoniales d'une classe dirigeante se poursuivent dans un contexte

nouveau de pénurie. Chez les Kalenjin du mont Elgon, il existe encore des attentes qui sont de cet ordre-là et elles ont été déçues. La SLDF tente de mettre en place un pouvoir et une légitimité alternative qui s'apparentent davantage au règne de la terreur.

La référence à l'idée d'un territoire ancestral spolié connaît un succès renouvelé dans l'ensemble de la province de la Rift Valley. La gravité des actes criminels qui ont conduit à la spoliation de paysans non kalenjin durant les crises des années 1990, est oblitérée localement – ces actes sont même présentés par différents entrepreneurs politiques kalenjin comme légitimes. Le cas des Kalenjin constituerait-il une exception au Kenya ? Les autres groupes n'ont-ils pas fait une croix sur l'idée de redistribution de terres qui se jouerait par l'entremise de l'État ? Rien n'est moins sûr, puisque, dans une autre zone et pour une autre population, le régime Kibaki a organisé des redistributions de terres : les Kikuyu déplacés depuis la vague de violence des années 1990 ont ainsi bénéficié de terres dans la région de la Burnt Forest – cette reconquête expliquerait la violence de l'attaque contre la communauté kikuyu dans cette région par des milices kalenjin, dès l'annonce de la fraude électorale¹³.

Faute d'engagement, la volonté affichée de changement du régime Kibaki ne s'est guère concrétisée. S'il y a officiellement un sérieux tour de vis (dénonciation de la corruption, expulsion des populations « illégales » des réserves forestières), le pouvoir recourt encore au Kenya à des pratiques néopatrimoniales. Si ces dernières ont pu être légitimées par le passé par des stratégies et des discours jouant la carte ethnique, cela n'est plus possible aujourd'hui, du moins officiellement, du fait de la proclamation d'une alternance au régime corrompu du président Moi à partir de 2002 avec l'arrivée au pouvoir de Kibaki. Dans le contexte de la crise actuelle, des stratégies ouvertes de promotion d'intérêts ethniques exclusifs risquent d'être mobilisées par les camps adverses, avec des conséquences désastreuses ■

Claire Médard

Institut de recherche pour le développement (IRD), Bondy

UR 107, Constructions identitaires et mondialisation

13. Hervé Maupeu, communication personnelle.

